

*Tribunal
administratif
du travail*

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS

2019 – 2020

**Demands de renseignements généraux
de l'Opposition**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Demande de renseignements généraux de l'Opposition

#	Liste des questions
RG1	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019:</p> <ol style="list-style-type: none">les endroits et dates de départ et de retour;la copie des programmes et rapports de mission;les personnes rencontrées;le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant :<ul style="list-style-type: none">Les détails de ces ententes;Les résultats obtenus à ce jour;les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.
RG2	<p>Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019 :</p> <ol style="list-style-type: none">les raisons du déplacement;l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;les coûts ventilés;le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
RG3	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <ol style="list-style-type: none">la ventilation des sommes dépensées pour 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020;les noms des firmes de publicité retenues;la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;le but visé par chaque dépense;dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
RG4	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :</p>

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

RG5 La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

RG6 La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
- e) les personnes qui ont reçu la formation.

RG7 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant :

#	Liste des questions
---	---------------------

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Par le ou les cabinets ministériels en 2018-2019, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RG8 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

RG9 Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

RG10 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;

#	Liste des questions
---	---------------------

- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RG11 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

RG12 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2018-2019, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - La valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

#	Liste des questions
RG13	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.
RG14	<p>Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre de téléphones cellulaires, (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; c) le nombre de téléavertisseurs utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) le coût des frais d'itinérance; j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.
RG15	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); de 35 ans et plus; b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); de 35 ans et moins; c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

-
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
 - e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
 - f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
 - g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
 - h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
 - i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
 - j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
 - k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
 - p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
 - q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
 - r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi;
 - s) le nombre de postes vacants.
- RG16 Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020 :
- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;
 - b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
 - c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées;
 - d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
- RG17 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;

#	Liste des questions
---	---------------------

- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

RG18 Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RG19 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2017-2018 et 2018-2019;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

RG20 Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

#	Liste des questions
RG21	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2019-2020.
RG22	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2019-2020.
RG23	<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2019-2020.
RG24	<p>Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2019-2020.</p>
RG25	<p>Pour chaque ministère et organismes, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.</p>
RG26	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
RG27	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le coût de chacun; b) le fournisseur;

#	Liste des questions
	<p>c) la nature du service.</p> <p>Ventiler le montant total par catégories.</p>
RG28	<p>Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.</p>
RG29	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.
RG30	<p>Nominations, pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.
RG31	<p>Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.</p>
RP32	<p>Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.
RG34	<p>Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.</p>

#	Liste des questions
RG35	La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
RG36	Le détail des crédits périmés et reportés et pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.
RG37	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020.
RG38	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020.
RG39	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
RG40	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) le montant total des primes au rendement et des bonis.
RG41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
RG42	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
RG43	Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : <ul style="list-style-type: none"> a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

#	Liste des questions
RG44	<p>Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne :</p> <p>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;</p> <p>b) fournir la liste des salaires versés.</p>
RG45	<p>La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.</p>
RG46	<p>Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.</p>
RG47	<p>Coûts de reconduction des programmes existants : la liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.</p>
RG48	<p>Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.</p>
RG49	<p>Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.</p>
RG50	<p>Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.</p>
RG51	<p>Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.</p>
RG52	<p>Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.</p>
RG53	<p>Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.</p>
RG54	<p>Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.</p>
RG55	<p>Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.</p>
RG56	<p>Pour chacune des cinq dernières années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.</p>
RG57	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :</p>

#	Liste des questions
	<ul style="list-style-type: none"> a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI. e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.
RG58	<ul style="list-style-type: none"> a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
RG59	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).</p>
RG60	<p>Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.</p>
RG61	<p>Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2018-2019 en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.
	<p>Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.</p>
RG62	<p>Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
RG63	<p>La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.</p>

#	Liste des questions
---	---------------------

RG64 Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes :

- a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt CO₂);
- b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO₂);
- c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
- d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO₂);
- e) les investissements totaux de projets (en milliers \$);
- f) les aides financières totales du ministère (en milliers \$);
- g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
- h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2018 figurent sur le site internet du Tribunal administratif du travail en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels <https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation/>

2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme.
5. La liste des dépenses en formation de communication.
Organisée par le ministère ou l'organisme
Donnée par un professionnel ou une firme externe.
6. La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.
14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie.
17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019
20. Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.

Questions dont les réponses seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé.
34. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
36. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020.
38. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 et les prévisions 2019-2020.
42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
47. Coûts de reconduction des programmes existants : La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
58. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, société d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)
59. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
61. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2018-2019.

Questions dont les réponses se retrouvent sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca/>

11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 :
 - a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.

Questions dont les réponses seront présentées au Rapport annuel 2018-2019 du Tribunal administratif du travail.

32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019 :
 - a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.
37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020
60. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme pour tous les ministères et organismes.

35. La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
(Secrétariat du Québec aux relations canadiennes)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

44. Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? **(ministère du Conseil exécutif)**
 49. Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020. **(Société du Plan Nord)**
 50. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020. **(Société du Plan Nord)**
 51. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020. **(ministère des Transports – Secrétariat à l'implantation de la Stratégie maritime)**
 52. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020. **(ministère des Transports – Secrétariat à l'implantation de la Stratégie maritime)**
 53. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert. **(ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)**
 54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles. **(ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles - Fonds des ressources naturelles)**
 55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord. **(Société du Plan Nord)**
 56. Pour chacune des cinq dernières années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services. **(ministère de la Justice)**
 63. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. **(ministère des Relations internationales et de la Francophonie)**
 64. Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes :
 - a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt CO₂);
 - b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO₂);
 - c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
 - d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO₂);
 - e) les investissements totaux des projets (en milliers \$);
 - f) les aides financières totales du ministère (en milliers \$);
 - g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
 - h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.**(ministère l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)**
-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019 :

- a) Les endroits, dates de départ et de retour;
- b) La copie des programmes et rapports de mission;
- c) Les personnes rencontrées;
- d) Le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) Les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants ;
- g) La liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) Les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) La description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) Les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

Aucun voyage hors Québec n'a été effectué entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019.

Pour le ministre et les titulaires d'emploi supérieur, l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Tribunal administratif du travail en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 18).

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 26 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG4

LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) Les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
- b) Le but visé par chaque dépense;
- c) Le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) Les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
- e) Le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) La liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) Le but visé par chaque dépense;
- i) Le nombre total d'événements ventilé par type d'événement.

En septembre 2018, le Tribunal administratif du travail a tenu à Montréal la Conférence annuelle des présidents et directeurs généraux des tribunaux du travail des provinces canadiennes.

Les sommes dépensées :

Bateau-Mouche au Vieux-Port :	995,00 \$
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec :	5 414,15 \$
Langlois avocats, S.E.N.C.R.L. – frais :	376,80 \$
Cadeau – conférencier :	100,00 \$

Total : **6 885,95 \$**

Les revenus provenant des frais d'inscription à la Conférence couvraient toutefois les dépenses, de sorte que l'organisation de l'événement n'a entraîné aucun coût pour le TAT.

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 25 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG7

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2018-2019, EN INDIQUANT :

- a) Les noms du professionnel ou de la firme;
- b) Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) Le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) La date d'octroi du contrat;
- e) Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) L'échéancier;
- g) Dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Par le ou les cabinets ministériels en 2018-2019, en indiquant :

- a) Les noms du professionnel ou de la firme;
- b) Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) Le coût;
- d) L'échéancier;
- e) Dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Voici la liste des contrats octroyés entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019 :

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Bélanger, Denis	Formation de deux nouveaux techniciens en rémunération	Gré à gré	24 000 \$
Bussièrès communications	Conception graphique pour les vœux de Noël de la présidente	Gré à gré	225 \$
Couture, Line	Diagnostic organisationnel	Gré à gré	9 000 \$
Denys Denis	Formation : Exigences du travail et lésions musculo-squelettiques	Gré à gré	2 000 \$
Druide Informatique inc.	Renouvellement maintenance Antidote 2018-2019	Gré à gré	5 730 \$
Elservier - Customer service	Accès en ligne à la documentation	Gré à gré	950 \$
Genesis Intégration inc.	Installation de salles numériques au bureau de Joliette	Gré à gré	5 993 \$
Giguère, Jean-François	Formation: Le traumatisme crânio-cérébral	Gré à gré	1 000 \$
Groupe Conseil Sco	Accompagnement de l'équipe de direction du Tribunal	Gré à gré	13 250 \$

.../2

Hemery, Marie-Laure	Formation: Le cannabis et les tribunaux administratifs	Gré à gré	1 000 \$
Imprimerie Dumaine inc.	Impression recto verso de 550 calendriers 2019-2020	Gré à gré	2 399 \$
KPMG	Formation: Technologie dans le traitement de la preuve devant les tribunaux	Gré à gré	3 000 \$
Libéo inc.	Services conseils pour site Web	Gré à gré	4 080 \$
Libéo inc.	Services conseils pour site Web	Gré à gré	4 080 \$
Libéo inc.	Services conseils pour site Web	Gré à gré	4 180 \$
Libéo inc.	Services conseils pour TOPO-SST	Gré à gré	4 080 \$
Libéo inc.	Renouvellement des services locatifs d'hébergement du site Web	Gré à gré	4 740 \$
Morneau Shepell	PAE	Gré à gré	24 900 \$
MTESS	Production d'une vidéo	Gré à gré	2 000 \$
Oracle Canada ULC	Internet Application Server Java - Oracle Business Intelligence (SISTA et Tableau de bord))	Gré à gré	19 340 \$
Oracle Canada ULC	Assistance SQL *Plus non standard User	Gré à gré	514 \$
PG Solutions inc.	Contrat d'entretien SYGED 2018-2019	Gré à gré	2 950 \$
Quadbridge inc.	Contrat de service pour la sauvegarde informatique	Gré à gré	2 368 \$
Réseau Internet Québec inc.	Services d'hébergement du site internet TAT	Gré à gré	21 000 \$
Réseau Internet Québec inc.	Services d'hébergement du site internet TAT	Gré à gré	21 551 \$
Réseau Internet Québec inc.	Services d'hébergement du site internet TAT	Gré à gré	11 089 \$
Saint Publicité et Design inc.	Conception de 179 affiches « Consignes à respecter dans les salles d'audience »	Gré à gré	2 465 \$
Saint Publicité et Design inc.	Conception d'une affiche intranet (35 copies)	Gré à gré	2 000 \$
Services Juridiques MDB	Formation: Impact fiscal des sommes versées	Gré à gré	1 455 \$
Sigmund	Adaptation des contenus des intranets CLP et CRT	Gré à gré	17 000 \$
Solutions Victrix inc.	Services conseils technologiques	Gré à gré	20 400 \$
SOQUIJ	Formation: Le cannabis: impacts en droit du travail	Gré à gré	1 000 \$
SOQUIJ	Formation: L'intelligence artificielle et le droit par M ^c Anne-Marie Santorineos	Gré à gré	1 000 \$
Sylvie Trépanier, Photographe	Photographie des membres du personnel pour bottin du nouvel intranet	Gré à gré	12 000 \$
Valentina, Vlassova	Production graphique recto verso du calendrier 2019-2020	Gré à gré	800 \$
TOTAL			253 539 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION : Service des communications
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 26 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG8

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2018-2019 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LA SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

- a) **Le nombre d'autorisations;**
- b) **Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;**
- c) **Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;**
- d) **Le montant accordé;**
- e) **Le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;**
- f) **Les motifs de la demande;**
- g) **Tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.**

INDIQUER SI LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LE BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, aucun contrat octroyé n'a fait l'objet de coûts additionnels autorisés.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

SOURCE : Direction générale des services administratifs

COLLABORATION : Direction générale des technologies et du pilotage, et Direction des ressources financières

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG9

**LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE
OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :**

- a) La liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) La grille d'évaluation des soumissions;
- c) La justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) Le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) Le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Le TAT n'a procédé à aucun appel d'offres public entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

SOURCE : Direction générale des services administratifs

COLLABORATION : Direction des technologies et du pilotage, et Service des ressources matérielles

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG10

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2018-2019, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- a) Les noms du professionnel ou de la firme;
- b) Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) Le coût;
- d) L'échéancier;
- e) Dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Nous vous référons à la réponse fournie à la question RG7.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG12

POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ INITIÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2018-2019, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

- a) Le nom du projet;
- b) La nature du projet;
- c) L'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) Les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) Les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) Le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.
- m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

Aucun tel projet n'a été initié en 2018-2019.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

SOURCE : Direction générale des technologies et du pilotage

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG13

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2018-2019 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- a) **La photocopie;**
- b) **Le mobilier de bureau;**
- c) **L'ameublement;**
- d) **La décoration et l'embellissement;**
- e) **Le distributeur d'eau de source;**
- f) **Le remboursement des frais de transport;**
- g) **Le remboursement des frais d'hébergement;**
- h) **Le remboursement des frais de repas;**
- i) **Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;**
- j) **L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :**
 - I. a) **au Québec;**
 - II. b) **à l'extérieur du Québec.**

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019 :

- a) **La photocopie :** Cette donnée n'est pas disponible, car le budget et la dépense sont comptabilisés centralement.
- b) **Le mobilier de bureau :** 2 546 \$.
- c) **L'ameublement :** Aucune dépense n'a été effectuée.
- d) **La décoration et l'embellissement :** Aucune dépense n'a été effectuée.
- e) **Le distributeur d'eau de source :** Aucune dépense n'a été effectuée.
- f) **Le remboursement des frais de transport :** 25 323 \$.
- g) **Le remboursement des frais d'hébergement :** 19 805 \$.
- h) **Le remboursement des frais de repas :** 8 874 \$.
- i) **Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes :** 9 986 \$.
- j) **L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :**

Les sommes dépensées à ce chapitre par la haute direction sont de :

- I. a) au Québec : 14 378 \$
- II. b) à l'extérieur du Québec : Aucune dépense n'a été effectuée.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG15

CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020 :

- a) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); de 35 ans et plus;
- b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); de 35 ans et moins;
- c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé selon la classe de travail;
- f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) L'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) Le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2018-2019 et les cinq années précédentes;
- r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi;
- s) Le nombre de postes vacants.

.../2

- a) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); de 35 ans et plus;
- b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); de 35 ans et moins;

Voici les données relatives aux sous-questions a) et b) valables au 28 février 2019 :

	Cadres	Professionnels	Techniciens et assimilés	Personnel de bureau	Ouvriers et agents de la paix
Hommes					
- de 35 ans		2		2	1
+ de 35 ans	6	49	8	10	
Femmes					
- de 35 ans		11	8	8	
+ de 35 ans	2	81	49	96	
Autochtones					
- de 35 ans					
+ de 35 ans		1		1	
Communautés culturelles					
- de 35 ans		2	1	2	
+ de 35 ans		6	8	21	
Anglophones					
- de 35 ans					
+ de 35 ans		3	1	1	
Personnes handicapées					
- de 35 ans			1		
+ de 35 ans		3		2	

c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel :

Entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019, le nombre total de jours de maladie pris par le personnel s'établissait comme suit :

- a. Fonctionnaires : 1 343,0 jours
 b. Ouvriers : 20,5 jours
 c. Professionnels : 1 011,5 jours
 d. Cadres : 15,0 jours

TOTAL 2 390 jours

.../3

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi :

Catégorie d'emploi	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Membres (juges administratifs)	119	13	13	5
Professionnels	33	52	28	34
Personnel de bureau et techniciens	90	73	14	15
Ouvriers	1	1	0	0
Cadres	2	1	3	2

e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires; - le coût moyen par employé, selon la classe de travail :

Catégorie	Heures payées		Heures compensées		Total		Coût moyen
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$	
Fonctionnaires	415,88	16 037,46\$	586,61	15 218,02\$	1 002,49	31 255,48\$	31,17\$
Ouvriers	7,00	212,24\$	0,00	0,00\$	7,00	212,24\$	30,32\$
Professionnels	210,00	10 667,14\$	570,21	24 630,95\$	780,21	35 298,09\$	45,24\$
TOTAL	632,88	26 916,84\$	1 156,82	39 848,97\$	1 789,70	66 765,81\$	37,30\$

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel :

Entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019, le nombre total de jours de vacances pris par le personnel s'établissait comme suit :

- a. Fonctionnaires : 3 567,49 jours
- b. Ouvriers : 29,45 jours
- c. Professionnels : 2 841,66 jours
- d. Cadres : 158,50 jours

TOTAL 6 597,10 jours

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi :

Catégorie d'emploi	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Membres (juges administratifs)	62	69	4	0
Professionnels	71	44	2	0
Personnel de bureau et techniciens	114	43	0	0
Ouvriers	1	1	0	0
Cadres	3	5	0	0

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'Étude des crédits.

.../4

- i) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers :**

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

- j) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) :**

Les informations sont fournies en Annexe 1.

- k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir :**

2018-2019 : 22 employés

- l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie :**

2018-2019 : 111 employés

- m) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) :**

Voir les renseignements fournis à la question 15 j).

- n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- o) Le nombre d'employés permanents et temporaires :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

.../5

q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2018-2019 et les cinq années précédentes :

Aucun poste n'a été aboli.

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

s) Le nombre de postes vacants :

Au 28 février 2019, 33 postes étaient vacants; de nombreux postes de juge administratif étant sur le point d'être comblés.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2019

ANNEXE 1

(Question RG15 j)

**Évolution des effectifs réguliers par catégorie
d'emploi et par territoire habituel de travail**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

Évolution des effectifs réguliers

En date du 28 février 2019

Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		3,0	1,0	3,0		7,0
Québec	8	50,0	24,0	20,0		102,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	4,0		6,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		4,0	2,0	9,0		15,0
Yamaska		5,0	1,0	5,0		11,0
Chaudière-Appalaches		4,0	2,0	5,0		11,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord						
Gaspé		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	2,0		5,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		2,0	1,0	3,0		6,0
Montréal	6	60,0	28,0	43,0	1	138,0
Montérégie		5,0	1,0	7,0		13,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		4,0	2,0	7,0		13,0
Richelieu-Salaberry						
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	4,0		8,0
.Salaberry-de-Valleyfield		2,0	1,0	3,0		6,0
TOTAL	14	153,0	72,0	130,5	1	370,5

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

Évolution des effectifs réguliers

En date du 28 février 2018

Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		3,0	1,0	3,0		7,0
Québec	9	47,0	23,0	20,0		99,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	4,0		6,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		4,0	2,0	9,0		15,0
Yamaska		5,0	1,0	5,0		11,0
Chaudière-Appalaches		4,0	2,0	5,0		11,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord						
Gaspé		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	3,0		6,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		2,0	1,0	3,0		6,0
Montréal	5	63,0	29,0	41,0	1	139,0
Montérégie		5,0	1,0	7,0		13,0
Outaouais		2,0	1,0	2,0		5,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		4,0	2,0	7,0		13,0
Richelieu-Salaberry						
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	4,0		8,0
.Salaberry-de-Valleyfield		2,0	1,0	3,0		6,0
TOTAL	14	154,0	72,0	129,5	1	370,5

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

Évolution des effectifs réguliers

En date du 28 février 2017

Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		3,0	1,0	4,0		8,0
Québec	8	55,0	25,0	20,0		108,0
Saguenay-Lac-St-Jean		2,0	1,0	4,0		7,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		4,0	2,0	9,0		15,0
Yamaska		4,0	1,0	5,0		10,0
Chaudière-Appalaches		2,0	2,0	5,0		9,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord						
Gaspé		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	2,0		5,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		2,5	1,0	3,0		6,5
Montréal	4	57,5	26,0	45,0	1	133,5
Montérégie		3,0	1,0	7,0		11,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		5,0	2,0	7,0		14,0
Richelieu-Salaberry						
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	4,0		8,0
.Salaberry-de-Valleyfield		3,0	1,0	2,0		6,0
TOTAL	12	154,0	71,0	132,5	1	370,5

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

Évolution des effectifs réguliers

En date du 29 février 2016

Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		3,0	1,0	4,0		8,0
Québec	7	55,0	25,0	23,0	1	111,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	4,0		6,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		5,0	2,0	9,0		16,0
Yamaska		3,0	1,0	5,0		9,0
Chaudière-Appalaches		5,0	2,0	5,0		12,0
Bas-St-Laurent/Iles-Madeleine/Gaspésie/Côte-Nord		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	2,0		5,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						0,0
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		2,5	1,0	3,0		6,5
Montréal	4	58,5	26,0	39,0	1	128,5
Montérégie		3,0	1,0	8,0		12,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		4,0	2,0	7,0		13,0
Richelieu-Salaberry						0,0
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	3,0		7,0
.Salaberry-de-Valleyfield		2,0	1,0	2,0		5,0
TOTAL	11	155,0	71,0	129,5	2	368,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG16

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2019-2020 :

- a) **Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;**
- b) **Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;**
- c) **Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées;**
- d) **Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

- a) **Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2018-2019 seulement.

- b) **Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines :**

En conformité avec la cible NHT établie par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- c) **Nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités qui seront versées :**

Nous vous référons à la réponse de la question 16 a).

- d) **Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats :**

10 retraités.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG18

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2018-2019, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATIONS, FOURNIR :

- a) La ou les dates des travaux;**
- b) Les coûts;**
- c) Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

a) La ou les dates des travaux;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

b) Les coûts;

Aucune dépense n'a été effectuée pour de tels travaux entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019.

c) Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SOURCE : Service des ressources matérielles

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 22 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG19

LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2018-2019, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU:

- a) La date de l'entrée en fonction et la date de départ;
- b) Le titre de la fonction;
- c) L'adresse du port d'attache;
- d) Le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) La prime de départ versée, le cas échéant;
- f) Le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) La liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) La description de tâches; Indiquer seulement trois groupes :
- i) Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019;
- j) Le nombre total d'employés au cabinet;
- k) La masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2017-2018 et 2018-2019;
- l) Le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) S'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

N/A

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 22 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG21

LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :

- a) Le nom de la personne;
- b) Le poste occupé;
- c) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) L'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) La date de l'assignation hors structure;
- f) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) Les prévisions pour 2019-2020.

Entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019, aucun membre du personnel du TAT n'était hors structure.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG24

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, LEUR PORT D'ATTACHE (PAR EXEMPLE UN BUREAU RÉGIONAL) AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.

Aucun poste n'a été aboli entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG25

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISMES, LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET DE L'EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020, PAR MISSION.

Nous vous référons à la réponse de la question 15 j).

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 22 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG26

LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :

- a) Le nom de la personne;
- b) Le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) L'assignation initiale;
- e) L'assignation actuelle;
- f) La date de l'assignation hors structure;
- g) La date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Une seule personne était dans cette situation entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019 :

- a) Marie-Josée Persico
- b) Cadre juridique
- c) 147 698 \$
- d) Cadre juridique au Tribunal administratif du travail
- e) Cadre juridique à la Régie du logement
- f) 3 octobre 2018
- g) 20 mars 2019

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 22 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG27

LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2018-2019, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- a) Le coût de chacun;
- b) Le fournisseur;
- c) La nature du service.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

Voici les détails relatifs aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique, etc., et ce, pour la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019. Le nom des fournisseurs n'est pas mentionné puisque le TAT transige directement avec les éditeurs de périodiques ou les producteurs de bases de données. Le Tribunal n'utilise pas les services d'agences intermédiaires.

TITRE DU DOCUMENT	COÛT (\$)
Accès à l'information : loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires (DSJ, RT-MTL, RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE)	2 376
Administrative Law Review (SST-MTL)	50
ADR Forum : The Canadian Journal of Dispute Resolution (Internet)	560
AMA Guides Newsletter (SST-MTL)	187
Annals of Work Exposures and Health (Internet)	2 500
Archives des maladies professionnelles et de l'environnement (SST-MTL)	1 145
Assurance-automobile au Québec : indemnisation du dommage corporel (SST-QUE)	249
Attorney's Dictionary of Medicine (SST-MTL)	1 870
Cahiers de droit (Les) (SST-MTL)	160
Canadian Abridgment. Canadian Current Law (regroupe 2 titres) (SST-MTL)	1 236
Canadian Employment Safety and Health Guide et e-bulletin (SST-MTL)	3 989
Canadian Labour and Employment Law Journal = Revue canadienne de droit du travail et de l'emploi (SST-MTL)	306
Canadian Labour Reporter et e-Newsletter (SST-MTL et Internet)	652
Charte canadienne des droits et libertés annotée et commentée (RT-MTL et RT-QUE)	3 006
Charte canadienne des droits et libertés : les grands énoncés de la Cour suprême (SST-MTL et SST-QUE)	406
Chicago Manual of Style Online	54

.../2

Clarke's Canada Industrial Relations Board (SST-MTL)	770
Code civil Québec = Quebec Civil Code (RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE, et 4 exemplaires en région)	574
Code criminel (SST-MTL et SST-QUE)	164
Code de procédure civile annoté, avec jurisprudence (SST-MTL et SST-QUE)	280
Code de procédure civile du Québec (RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE et 3 exemplaires en région)	492
Code municipal et lois connexes (RT-QUE)	82
Congédiement en droit québécois en matière de contrat individuel de travail (3 ex. : RT-MTL, 2 ex. : RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE et Internet)	2 702
Contrat des organismes publics québécois (SST-QUE)	2 290
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale (SST-QUE et Internet)	2 186
Droit de la santé : lois et règlements (SST-MTL et Internet)	464
Droit municipal : principes généraux et contentieux (RT-MTL)	2 469
Droit transitoire civil (SST-MTL, Estrie et Laval)	273
Droits de la personne et les relations du travail (RT-MTL, RT-QUE, SST-MTL et SST-QUE)	864
E-CPS (Compendium des produits pharmaceutiques et spécialités) (Internet)	389
Employer's Health and Safety Manual (Ontario) (SST-MTL)	534
Employer's Guide to Ontario Workplace Safety and Insurance (SST-MTL)	439
Employment Law in Canada (SST-MTL)	3 315
Encyclopédie médico-chirurgicale : appareil locomoteur, neurologie, pathologie professionnelle et de l'environnement, pneumologie, psychiatrie (regroupe 5 titres) (SST-MTL)	1 626
Frais de justice : législation annotée (SST-QUE)	378
Gestion : revue internationale de gestion (SST-MTL)	53
Gestion des accidents du travail au Québec : guide de l'employeur (SST-MTL)	101
Gestion plus Info-Employeur (RT-QUE, RT-MTL, SST-MTL et Internet)	483
Guide pratique sur l'accès et la protection de l'information (Internet)	250
Journaux quotidiens sur semaine (SST-MTL) : Le Journal de Montréal, Le Devoir	357
Journaux quotidiens sur semaine (SST-QUE) : Le Journal de Québec, Le Devoir, Le Soleil	805
Journal quotidien sur semaine (RT-QUE) : Le Soleil	231
Journal quotidien du lundi au samedi (Estrie) : La Tribune	274
Journal of Bone and Joint Surgery. American Volume (Internet)	1 201
Journal of Occupational and Environmental Hygiene (SST-MTL et Internet)	1 896
Journal of Occupational and Environmental Medicine (SST-QUE)	2 754
Journal of Occupational and Organizational Psychology (Internet)	928
Labour Relations Board Remedies in Canada (RT-MTL et RT-QUE)	633
Lancet (SST-MTL)	2 651
Loi sur les cités et villes et lois connexes (RT-QUE)	83
Lois du travail (RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE et 4 ex. en région)	574
McGill Law Journal = Revue de droit de McGill (SST-MTL)	80
Médecin du Québec (SST-MTL)	150

Mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail, 2 ^e éd. (RT-MTL, RT-QUE)	906
New England Journal of Medicine (Internet)	3 402
Occupational and Environmental Medicine (SST-QUE et Internet)	1 306
Occupational Injuries and Illness (SST-MTL)	954
Occupational Medicine (SST-QUE et Internet)	2 081
Occupational Safety and Health Law (SST-MTL)	707
Ontario Health & Safety Law (SST-MTL)	892
Orthopedic Clinics of North America (SST-QUE)	1 197
Le Petit Robert en ligne	2 063
Practice and Procedure before Administrative Tribunals (SST-MTL et SST-QUE)	17 986
Profession santé (SST-MTL)	92
Psychiatric and Psychologic Evidence (SST-MTL)	222
Rapports individuels et collectifs du travail (RT-MTL, RT-QUE, SST-MTL et SST-QUE)	830
Relations de travail (RT-MTL et RT-QUE)	3 836
Relations de travail en milieu municipal (RT-MTL, RT-QUE et Internet)	3 344
Relations industrielles (Internet)	167
Remedies in Canadian Labour, Employment and Human Rights Law (SST-MTL et SST-QUE)	3 689
Revue d'arbitrage et de médiation (SST-MTL)	171
Revue de droit (SST-MTL)	36
Revue du Barreau (SST-MTL)	150
Revue française du dommage corporel (SST-QUE)	304
Revue générale de droit (SST-MTL)	75
Revue juridique Thémis (SST-MTL)	50
RH : la revue des CRHA et CRIA (SST-QUE)	35
Santé et sécurité du travail (Jurisclasseur) (SST-MTL et SST-QUE)	523
Scandinavian Journal of Work Environment and Health (SST-MTL)	460
Société par actions au Québec (RT-MTL et RT-QUE)	1 180
Spine (SST-MTL)	6 214
Spine Journal (SST-MTL)	1 438
Supreme Court Law Review (SST-MTL)	1 376
Tableau des modifications et index sommaire (RT-MTL, SST-MTL et SST-QUE)	210
Trade Union Law in Canada (RT-MTL)	1 235
Travail et santé (SST-MTL et SST-QUE)	74
Trente (SST-QUE)	18
Tribunaux administratifs du Québec : règles et législations annotées (RT-MTL, RT-QUE, SST-MTL et SST-QUE)	1 580
Usito – Dictionnaire en ligne	20
WHMIS Compliance Manual (SST-MTL)	575
Work and Stress (SST-MTL et Internet)	1 367
TOTAL	113 306 \$

Sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) :

TITRE DU SITE	COÛT (\$)
Labour Spectrum Classic (base de données)	3 261
Law Source (base de données)	1 399
Quicklaw (base de données)	5 767
Répertoire des vedette-matières de l'Université Laval (base de données)	973
UpToDate (base de données)	706
TOTAL	12 106 \$
GRAND TOTAL	125 412 \$

SOURCE : Service des ressources documentaires

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 22 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG28

LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

Le TAT ne possède aucun abonnement pour quelque activité.

Le TAT n'a fait la réservation d'aucune loge pour quelque activité.

Le TAT n'est membre d'aucun club privé ou autres.

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 22 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG29

POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- a) Le nom du site Web;
- b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) Les coûts de construction du site;
- d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) La fréquence moyenne de mise à jour;
- h) Le responsable du contenu sur le site.

- a) Le nom du site Web : www.tat.gouv.qc.ca
- b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site : Libéo.
- c) Les coûts de construction du site :

Aucun coût n'a été déboursé en 2018-2019. En effet, les travaux entourant la réalisation du nouveau site Web du Tribunal administratif du travail, à la suite de la fusion de la Commission des lésions professionnelles et de la Commission des relations du travail, ont été terminés au cours de l'année 2017. Le site est en ligne depuis le 13 décembre 2017 et n'a pas été refait depuis.
- d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement : 4 740 \$;
Contrat de soutien (banque de 120 heures) : 12 340 \$.
- e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Aucun coût n'a été déboursé en 2018-2019, pour les raisons expliquées à la question c).
- g) Fréquence moyenne de mise à jour : 3 fois par mois.
- h) Responsable du contenu : Julie Lagacé.

SOURCE : Direction générale des technologies et du pilotage

COLLABORATION : Service des communications

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG30

NOMINATIONS, POUR 2018-2019, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :

- a) La liste;
- b) Le nom de la personne;
- c) Les mandats de chacune de ces personnes;
- d) Le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) Le résultat du travail effectué;
- f) Les échéances prévues;
- g) Les sommes impliquées.

Nous vous référons à la réponse fournie à la question RG7.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG31

POUR 2018-2019, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS ET EN PRÉCISANT L'OBJET DE LA VISITE POUR CHACUNE D'ENTRE ELLES ET EN PRÉCISANT L'OBJET DES RENCONTRES ET LES PERSONNES OU ORGANISMES RENCONTRÉS.

Entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019, aucune dépense n'a été effectuée à ce chapitre.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 22 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG39

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2018-2019, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020 ET 2020-2021, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

Aucune somme n'a été reçue en 2018-2019.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG40

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

Entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019, un montant de 116 735,60 \$ a été versé à titre de primes au rendement ou bonis.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG41

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.): LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

Catégorie d'emploi	Montant
Membres (juges administratifs)	449 451,00 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 22 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG43

POUR 2018-2019, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE :

- a) Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) Fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG45

LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.

Entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019, quatre comités ont été formés par le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif pour examiner le renouvellement du mandat des membres (juges administratifs) ou pour des comités de sélection. Les personnes suivantes ont fait partie de l'un ou l'autre des comités :

Nom	Montant
Madame Suzanne Comtois	4 461,07 \$
Monsieur Raymond Levasseur	7 550,36 \$
Madame Anne Parent	11 805,63 \$
Total	23 817,06 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION : Direction des ressources financières

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 2 avril 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG57

CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) :

- a) La dépense totale (opération et capital);
- b) Les grands dossiers en cours;
- c) Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) Préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI.
- e) Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019 :

a) La dépense totale (opération et capital) :

4 244 110 \$.

b) Les grands dossiers en cours :

Les informations sont disponibles au tableau de bord
(site Internet <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

c) Le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

d) Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques :

Nous vous référons à la réponse fournie à la question 11.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION : Direction générale des technologies et du pilotage

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG62

POUR CHAQUE MINISTÈRE OU ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNEL EN INDIQUANT :

- A) LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;
- B) LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;
- C) LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.

a) La dépense totale relative au paiement des cotisations :

	01-04-2018 au 28-02-2019
Montant total octroyé	233 175 \$
Nombre de personnes visées	156

b) La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation :

- Barreau du Québec

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2019